S. Exc. A'ali pacha ministre des affaires étrangeres, et après y avoir reçu les honneurs d'usage, M. Rizos a été admis en présence du Sultan, et a remis à S. M. les lettres de créance qui l'accréditent en qualité de ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Grèce. Durant cette audience, à laquelle assistaient S. Exc. A'ali pacha, ministre des affaires étrangères et Kiamil bey, introducteur des ambassadeurs, le Sultan a témoigné une grande bienveillance au représentant de la Grèce.

— Dans le courant du mois de mai dernier, Chéickh-Mohammed-Nihaz arriva à Constantinople avec la mission de complimenter le Sultan de la part du roi de Khokan. Ainsi que avons eu occasion de le dire, les rois de Khokan, lors de leur avènement au trône, sont dans l'habitude de rendre hommage à S. M. I. le Sultan, qu'ils reconnaissent comme chef de l'Islamisme. La mission de Chéickh-Mohammed-Nihaz étant terminée, cet ambassadeur s'est rendu, jeudi dernier, avec sa suite, au palais impérial de Tchéragan, et a été reçu en audience de congé par S. M., qui lui a fait un accueil des plus gracieux. Parmi les riches cadeaux que le Sultan envoie au roi de Khokan, se trouve une magnifique décoration de première classe. Le chéikh des Dervicbes *Ousbeks*, natif lui-même du Turkistan, a été nommé *nameh-ress* (messager de la cour) et a reçu l'ordre de se rendre à Khokan pour aller remercier le roi de la part de S. M. I. le Sultan, et le complimenter sur son avènement au trône.

— M. le vicomte Eugène de Kerckhove, chargé d'affaires de Belgique, s'est rendu dimanche dernier à la Porte, et a eu une conférence avec S. Exc. A'ali pacha, ministre des affaires étrangères.

— S. M. le Sultan, appréciant et récompensant toujours, sans distinction, les services de ses fidèles sujets et fonctionnaires, et désirant les encourager par divers bienfaits et honneurs; mu d'ailleurs par un sentiment de bonté spontanée et par une disposition particulièrement bienveillante, a daigné donner dernièrement à M. le grand Logothète N. d'Aristarchi, une nouvelle preuve de sa haute satisfaction en lui faisant cadeau d'une somme d'argent considérable. Ce fidèle et honorable fonctionnaire, qui n'a jamais cessé d'encourager, par son exemple, tous ses coreligionnaires sujets de l'empire, à la soumission et au dévouement envers le trône impérial, s'est empressé, dans cette circonstance, d'exprimer à S. M. I. le Sultan sa vive reconnaissance et son entier dévouement.

— M. Edmond de Bourqueney, attaché à la légation de la République française à Constantinople, se rend, en France, avec Mme de Bourqueney, en vertu d'un congé de son gouvernement. Il est parti vendredi dernier, à bord du bateau à vapeur français l'*Osiris*.

— M. Willshire, consul anglais à Andrinople, qui s'était rendu à Constantinople avec sa famille, pour y passer quelques mois en vertu d'un congé de son gouvernement, est retourné à son poste la semaine dernière.

— Ainsi que nous l'avions annoncé dans un de nos précédents numéros, les Boyards qui, après avoir été exilés à Brousse pour les derniers événemens de Moldavie, ont été autorisés à résider à Constantinople, se sont rendus à la Porte la semaine dernière, et ont fait une visite à S. Exc. A'ali pacha, ministre des affaires étrangères.

— Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre dernière feuille, M. Conéménos, secrétaire de la mission ottomane à Athènes, qui se trouvait à Constantinople depuis quelques jours pour des raisons que nous avons déjà fait connaître, s'est embarqué vendredi dernier sur le bateau à vapeur français l'*Osiris*, pour retourner à son poste.

— M. Jules de Cadalvène, directeur des postes françaises à Smyrne, qui a été nommé en la même qualité à Constantinople, est arrivé à son poste vendredi dernier, à bord du bateau à vapeur de la compagnie Rostand, le *Bosphore*. M. Jules de Cadalvène est dans la carrière des postes depuis dix ans, et durant ces dix années qu'il a passées à Smyrne en qualité de directeur, il a acquis, à juste titre, la réputation d'administrateur habile et zélé. Nul mieux que lui, ne pouvait remplacer au poste de Constantinople M. Edouard de Cadalvène, son frère aîné, qui a laissé ici de si bons souvenirs.

— Nous avons annoncé que M. Mimaut avait été remplacé au consulat de France à Bucharest, par M. Ségur Dupeyron; en voici les motifs. M. Mimaut, ex-consul de première classe à Rotterdam, ayant été nommé agent et consul-général dans les principautés du Danube, en remplacement de M. de Nyon, se rendait à son poste, lorsque, atteint en route d'une maladie grave, il dut s'arrêter à Vienne, et renoncer au poste où il venait d'être appelé par le gouvernement de la République française, pour se vouer aux soins que réclame l'état de sa santé, jusqu'à l'arrivée de M. Ségur Dupeyron à Bucharest. M. Hory, chancelier, qui a géré avec distinction les affaires du consulat, en l'absence du titulaire, continuera à remplir les fonctions de consul.

— M. le colonel du génie Kovalevski, de retour d'un voyage en Afrique, où il a visité les mines d'or du Fazokl, est arrivé avant-hier dimanche, à Constantinople, d'où il continuera sa route pour se rendre à St-Pétersbourg.

Le même jour, M. J. Jaba, ex-chancelier du consulat-général de Russie à Smyrne, est également arrivé à Constantinople. Nommé consul de Russie à Erzeroum, M. Jaba partira la semaine prochaine par le paquebot du Lloyd Autrichien pour Trebisonde, d'où il se rendra à son poste.

— Il y a environ deux ans que le gouvernement ottoman décréta la formation d'une *Ecole normale* : c'était le complément de la réorganisation de l'enseignement de la Turquie. On sait que ces sortes d'écoles sont instituées pour enseigner l'art même de l'enseignement et former des maîtres pour les écoles tant primaires que secondaires et supérieures. Jeudi dernier l'ouverture des classes de l'*Ecole Normale (Dar ul-Mualimin)* a eu lieu à Sultan-Mohammed avec le cérémonial usité en pareille occasion.

— Le ministère ottoman vient d'ordonner la formation d'une commission qui sera formée d'un férik (général de division), de dix colonels et dix autres officiers qui seront pris dans les divers conseils de guerre et dans les six corps d'armée, dont les quartiers-généraux se trouvent : celui de la garde impériale, à Scutari; celui du corps d'armée de la ligne, à Constantinople; celui de l'armée de Roumélie, à Monastir; celui de l'armée d'Anatolie, à Harbrout; celui de l'armée de l'Arabistan, à Damas, et celui de l'Irak, à Bagdad. Cette commission est chargée de rédiger le réglement d'organisation relatif à la réserve des six corps d'armée.

— Ainsi que nous l'avons annoncé dans un de nos précédens numéros, S. M. le Sultan, qui n'a rien tant à cœur que d'introduire dans ses Etats les inventions de l'Europe qui se recommandent par leur grande utilité, s'était décidé, il y a quelque temps, à faire un essai du mode d'éclairage au gaz, si supérieur à tous les autres systèmes d'éclairage, et, conséquemment, avait donné des ordres pour le confectionnement d'un appareil et de tous ses accessoires. Nous avons dit aussi que le jardin à l'anglaise du palais impérial de Tchéragan, avait été choisi par Sa Majesté pour y faire ce premier essai. Nous ajoutons aujourd'hui que ce choix ne pouvait être plus heureux. Il était impossible en effet de trouver ailleurs, dans Constantinople, un endroit offrant plus de moyens de marier l'utile au beau. Depuis plus d'un mois, la rue de Tchéragan, qui sépare le jardin, du Séraï, et qui ne le cède en rien aux plus belles rues de l'Europe, est, chaque nuit, resplendissante de lumière et offre au spectateur un coup d'œil des plus ravissants. Une longue rangée de candélabres de forme élégante, placés dans l'allée du jardin qui donne sur la rue, éclaire à la fois cette partie du jardin, la rue et le palais.

Un peu plus haut, et dans une superbe serre à fleurs, deux salons construits à une assez longue distance l'un de l'autre sont ornés, chacun, d'un lustre magnifique à plusieurs becs de gaz; et la partie de la serre qui se trouve entre ces deux pièces, est éclairée par des candélabres disposés au milieu et en ligne directe. Qu'on juge de l'effet féerique de ce système d'éclairage au milieu d'un parterre de fleurs de toute sorte et d'arbres odoriférans.

Le bâtiment où a lieu la fabrication du gaz est situé hors du jardin vers le côté nord-est, et en est séparé par la rue qui aboutit au plateau du village d'Ortakeuy. Le gazomètre employé pour la fabrication ainsi que pour les candélabres, sort des produits de la fabrique de fer de Zeïtoun-Bournou créée naguère par S. M. le Sultan, et qui sous ses augustes auspices, ne peut manquer de donner, dans un temps rapproché, les résultats les plus satisfaisants.

— Le bateau à vapeur de l'état le *Saoum-Bahri*, qui partit le 7 de ce mois pour Galatz avec 600 hommes de troupes, était de retour à Constantinople dimanche dernier.

— On nous écrit de Bucharest, en date du 9 septembre :

« Hier la police a fait afficher un ordre qui enjoint à chaque habitant de déclarer, dans le délai de 24 heures, la nature et la quantité d'armes qu'il possède. La population montre peu d'empressement à se faire inscrire sur les contrôles de la milice.

« Le gouvernement hongrois vient de réitérer l'ordre à tous les valaques, y compris l'ex-hospodar Bibesco, qui se trouvent à Cronstadt, ville frontière de la Transylvanie, de quitter immédiatement cette ville, soit pour rentrer en Valachie, soit pour se rendre dans toute autre ville de la Hongrie. »

— On nous écrit de Syra (Grèce) en date du 12 septembre :

« La corvette française la *Diligente* est arrivée de Smyrne depuis une quinzaine de jours. Ce bâtiment de guerre, ayant terminé sa quarantaine, mettra bientôt à la voile pour se rendre au Pirée, où il doit rester en station.

— D'après le rapport du schooner de guerre ottoman le *Nevesser*, actuellement à Scala-Nova, un bâtiment de guerre égyptien aurait fait naufrage, ces jours derniers, sur les côtes de l'île de Chio.

— Le contre-amiral Turpin, qui commandait dans ces derniers temps la station française du Levant, est mort le 24 août à Toulon, où il remplissait les fonctions de major général de marine.

— On écrit de Copenhague (Danemark), 30 août :

« Les légations danoises à Constantinople, à Rio-Janeiro et aux cours italiennes, ainsi que le consulat-général à Maroc, ont été supprimés: à Bruxelles, à La Haye, à Madrid et à Lisbonne; le Danemark n'entretiendra désormais que des ministres-résidens. »

— Par suite des incendies et de la reconstruction des maisons, la voie publique, à Péra, se trouve obstruée sur un très grand nombre de points. Nous signalons cet état de choses à la police, afin qu'elles prenne les mesures nécessaires pour que la circulation reste libre partout. Nous approchons de la saison des pluies, et si les décombres restaient en tas sur la voie publique, les relations en seraient considérablement gênées.

— Le 8 du mois d'août, la caravane mensuelle qui fait les voyages de Trébisonde à Tébriz, était éloignée de 16 heures d'Erzeroum, lorsque cinq négocians persans, s'étant détachés de la caravane pour arriver plus tôt à leur destination, furent attaqués par des voleurs dans le vallon de Baba Dague, entre Molla Suleyman et Korassan, lieu de station; il leur fut enlevé environ 13,000 Pauls impériaux : les marchandises furent respectées. La police est à la recherche de ces voleurs.

— Jeudi dernier, vers les sept heures du soir, un commencement d'incendie eut lieu dans une maison inhabitée du quartier de Galiongi-Coulouk. Fort heureusement que les voisins, qui s'aperçurent à temps de cet incendie, parvinrent à se rendre maître des flammes avant qu'elles eussent fait des progrès. Il fut constaté que le feu avait été mis dans cette maison par la malveillance, au moyen de matières incendiaires.

Le lendemain, vers neuf heures et demie du matin, il fut également trouvé des matières incendiaires dans une maison du quartier d'Aga-Djami, faubourg de Péra.

— Dans les journées des 7 et 8 de ce mois, au coucher de soleil, on a ressenti, à Scala-Nova, deux assez fortes secousses de tremblement de terre. Dans la matinée du 9, le même phénomène s'est reproduit, mais d'une manière moins sensible.

AVIS.

400 PIASTRES DE RÉCOMPENSE.

A celui qui rapportera au bureau de notre Journal un coffre en cuir jaune, fermant par deux courroies et contenant des cahiers de dessins lithographiés et dessinés pour fabrique de bronzes, argenteries, cristaux et ameublemens, de MM. Auguste Faure de Paris.

NOUVELLES D'EUROPE.

Le bateau à vapeur de la Compagnie Rostand, le *Bosphore*, arrivé vendredi dernier à Constantinople, nous a apporté des nouvelles de Paris, de Londres et d'Italie, dont nous donnons plus bas la substance. Celles de Paris vont jusqu'au 1er septembre, celles de Londres, jusqu'au 30 août, et celles d'Italie, jusqu'au 5 septembre; elles sont, par conséquent, plus fraîches de trois jours que celles que nous avons reçues par le dernier paquebot-poste.— Les nouvelles d'Autriche et d'Allemagne, qui sont du 1er septembre, nous sont arrivées par le dernier courrier de Vienne de vendredi.

FRANCE.

Dans la séance du 29 mai de l'Assemblée nationale, il a été donné lecture du projet de Constitution précédé du remarquable rapport de M. Arnaud Marrast. Ce projet a été très favorablement accueilli.

Le gouvernement de la République se consolide de plus en plus. Il est reconnu par toutes les puissances, à l'exception de la Russie, qui ne tardera pas, dit-on, à le reconnaître.

A l'intérieur, l'ordre est rétabli, et ce n'est pas le mouvement légitimiste qui a eu lieu à Montpellier, qui pouvait le troubler d'une manière inquiétante. Pour le moment, la question la plus grave de la politique extérieure est celle qui concerne la médiation de la France et de l'Angleterre dans les affaires de l'Italie. Sera-t-elle acceptée ou refusée par l'Autriche? L'incertitude où l'on était à Paris sur ce point, pesait assez lourdement sur la Bourse, d'autant plus que le gouvernement français, venait, dit-on, comme mesure de précaution, d'envoyer des troupes sur les côtes de l'Italie. On disait même que l'Autriche n'avait pas accepté la médiation offerte, et alors, la crainte d'une guerre générale s'était emparée de quelques esprits. La nouvelle du refus de l'Autriche nous paraît prématurée : nous croyons même que ce refus n'aura pas lieu. Une guerre générale blesserait tous les intérêts, et il est à peu près certain que le vicaire de l'empire, qui a dû être consulté par l'Autriche sur cette grave question, s'est prononcé pour le maintien de la paix. Il sera fait des concessions mutuelles, et de la sorte on obtiendra une solution conforme aux intérêts et à la dignité de tous.

A ce propos, nous croyons devoir publier l'article suivant que nous empruntons à la *Presse* du 31 août : il a pour titre : *réponse du cabinet de Vienne à l'offre de médiation de la France et de l'Angleterre*, et la *Presse* le donne comme une *communication* qui lui a été faite.

« Nous avons promis de faire connaître la réponse du cabinet de Vienne à la proposition de médiation anglo-française, dès que cette réponse serait arrivée. Nous mettons aujourd'hui d'autant plus d'empressement à tenir cette promesse, que la version donnée par la *Gazette d'Augsbourg*, paraît avoir, dans la journée d'hier, alarmé beaucoup la Bourse de Paris.

« C'est par un courrier du cabinet anglais, traversant Paris pour se rendre à Londres, que le gouvernement français a reçu mardi matin (28 courant), des dépêches de notre chargé d'affaires à Vienne, datées du 23 août. M. de Reizet rend compte à M. Bastide d'une conférence qu'il avait eue la veille avec le baron de Wessemberg, ministre des affaires étrangères d'Autriche, et à laquelle assistait lord Ponsonby, ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Si nous sommes bien informés, — et nous avons toute raison de le croire, — la conférence dont il s'agit ayant roulé sur les propositions que les deux puissances médiatrices proposent pour la pacification de l'Italie, le baron de Wessemberg aurait abouti à cette déclaration :

« Le gouvernement impérial considère la mé-
» diation proposée par la France et la Grande-
» Bretagne comme une nouvelle et puissante ga-
» rantie du maintien de la paix générale; il prend
» acte des bons offices offerts par lesdites grandes
» puissances; mais il est de son devoir de leur
» faire connaître l'espoir conçu par le cabinet de
» Vienne, d'arriver à une plus prompte conclusion
» de la paix, à l'aide des négociations directes en-
» tamées avec le roi Charles-Albert. »

« Le baron de Wessemberg a donc invité les représentans de France et d'Angleterre à le dispenser pour le moment de discuter avec eux les bases de la médiation offerte, avant qu'il ait reçu du maréchal Radetzki des détails ultérieurs sur la marche des négociations ouvertes avec le roi de Sardaigne, puisque dans les cas où ces négociations promettraient d'aboutir à un bon résultat, toute autre discussion deviendrait oiseuse et inutile. En d'autres termes le cabinet de Vienne n'a pas repoussé la médiation anglo-française, comme on le prétend. Il s'est réservé, pour le moment, la liberté de négocier directement avec le roi Charles-Albert, sauf à avoir plus tard recours à la médiation anglo-française, dont les conditions restent à examiner.

« Et afin qu'on n'accuse pas sans fondement le roi Charles-Albert de trahir la cause italienne, nous devons dire, que le pouvoir central allemand avait, en vue d'arrêter la continuation de la guerre aussitôt après la capitulation de Milan, envoyé une commission en Lombardie, pour tenter un rapprochement entre les deux parties belligérantes. C'est grâce au concours de cette commission, que l'Autriche espère amener le roi de Sardaigne à entrer en négociations avec le maréchal Radetzki. Déjà un premier pas important vient de s'effectuer.

« Le roi de Sardaigne a reconnu officiellement la nomination de l'archiduc Jean d'Autriche, comme vicaire de l'empire allemand. M. Radice a remis, le 23 du courant, ses lettres de créance en qualité du représentant de la Sardaigne auprès du pouvoir central de Francfort. Il importe de remarquer que le roi Charles-Albert est le premier souverain étranger, qui ait reconnu le pouvoir central allemand.

« Quoi qu'il en soit, en resserrant ses rapports avec l'Allemagne, le roi Charles-Albert tend à s'assurer un nouveau point d'appui, pour arriver à la conclusion d'une paix honorable avec l'Autriche. La médiation anglo française a été toujours dirigée dans le sens d'obtenir la coopération du pouvoir central d'Allemagne, comme la puissance, qui par sa position géographique, ses rapports intimes avec l'Autriche et son autorité, est le plus à même d'aider puissamment à la solution pacifique de la question italienne. »

ANGLETERRE.

La situation de l'Angleterre est satisfaisante; la tranquillité est rétablie dans toutes les parties de l'Irlande, qui est toujours, cependant, l'objet des préoccupations du cabinet britannique. On sait que lord John Russell a dû aller visiter ce malheureux pays, afin de voir par lui-même ce qu'il y aurait à faire pour en amener l'amélioration. La question est grave assurément, mais le ministère anglais est fermement décidé à sonder cette immense plaie, et avec la ténacité qui caractérise ses résolutions, il n'est pas impossible qu'il trouve le remède à tant de souffrances.

Les journaux de Londres s'occupaient beaucoup de l'état du trésor public; les recettes sont loin de couvrir les dépenses, et le gouvernement se dispose à contracter un emprunt de 50 millions de francs pour faire face aux besoins de l'Etat.

Ces mêmes journaux s'occupaient également de la discussion qui venait d'avoir lieu en France sur l'enquête dont le résultat a été la mise en accusation de MM. Louis Blanc et Caussidière. Chacun de ces journaux, on le comprend aisément, commente à sa façon les nombreux documens de cette enquête et les faits qu'elle a révélés. Les uns en prennent texte pour attaquer l'assemblée nationale, les autres pour la défendre; ou bien, c'est le marche du gouvernement de la République qui alimente leurs discussions, ou bien encore c'est la situation de la France qui est l'objet de leur controverse. Il faut reconnaître néanmoins que presque tous approuvent la bonne entente qui existe entre la France et l'Angleterre pour la conservation de la paix générale, et particulièrement pour l'aplanissement des difficultés austro-italiennes, dont ils espèrent une prompte et heureuse solution. Il est évident, en effet, que si la France et l'Angleterre restent unies, la guerre n'est possible nulle part.

ITALIE.

Dans deux de ses derniers numéros, la *Presse* publie les détails suivans sur la situation des états de Charles-Albert:

« L'anarchie du Piémont touche à la guerre civile. Pendant que les clubs crient à la trahison, que les journaux excitent l'opinion publique contre les conseillers du roi et que les ministres donnent leur démission en dénonçant *la camarilla qui vend l'Italie à l'Autriche*, les populations rurales, poussées par des influences contraires, s'insurgent contre la levée en masse et le service de la garde nationale, aux cris de : *Vivent les Autrichiens! vive Radetzki!*

« Des correspondans, intéressés sans doute à cacher un état de choses connu de tout le monde en Italie, écrivent à Paris, à des journaux qui les croient sur parole, que la confiance rentre dans les esprits, que l'espoir renaît et que les volontaires courent aux armes pour recommencer la guerre. Nous disions, il y a trois jours, au *Journal des Débats*, que c'était juste le contraire qui était vrai, et, si nous voulions insister et entrer dans de longs détails, nous n'aurions que l'embarras des preuves. Nous nous bornons à traduire l'article suivant du *Corriere mercantile* du 25 :

« L'ennemi n'est pas loin, il est à nos portes! Les paysans de la Polcevera, ceux surtout qui habitent les collines, se sont déclarés contre nous Génois. Alerte! les dispositions de ces montagnards à notre égard sont les mêmes que celles des Allemands et des jésuites.

« Ils nous accusent d'avoir préparé, excité et entretenu la *guerre injuste* contre l'Autriche; d'avoir entrepris cette guerre uniquement pour décimer leurs familles; de n'y avoir envoyé que des pauvres, tandis que les riches étaient chez eux; d'avoir poussé le roi à une entreprise qu'il blâmait; d'avoir, à l'insu du roi, organisé la garde nationale pour les rendre tous soldats. Ils refusent de reconnaître cette institution *toute de notre invention*.

« Ils déclarent que non seulement ils ne prendront pas le fusil de la garde nationale mais qu'ils désarmeront quiconque, parmi eux, aurait la hardiesse ou la faiblesse de s'enrôler : qu'ils ne veulent pas mourir en combattant contre les Allemands, *qui sont de braves gens*. Nous mourrions, disent-ils, chez nous, et si nous combattons, ce sera contre les Génois. Ils engagent les habitans de la ville à ne pas mettre les pieds sur leurs terres s'ils ne veulent pas en être vigoureusement chassés. Ils prétendent que les autorités n'osent leur envoyer des billets ni pour la conscription, ni pour la garde nationale, parce qu'elles savent que le porteur serait fusillé.

« Voilà pour les paroles, voici pour les faits :

« A Casanova, trois gardes nationaux génois qui s'exerçaient au maniement des armes ont été horriblement bâtonnés par les paysans, qui ont laissé pour mort un autre milicien qui était allé en uniforme voir un de ses enfans à la campagne.

« A Cornaco, le jour de l'Assomption, le capitaine de la garde nationale s'étant présenté à l'église revêtu de ses insignes, a été horriblement maltraité, et il eût été probablement assommé sur place sans l'intervention du curé.

« A Braile, le jour de Saint-Roch, les paysans attaquèrent en criant : *Vivent les Allemands! vive Radetzki! vive Metternich!* les gardes nationaux, dont deux ont été grièvement blessés.

« A Cremeno, la garde nationale armée a dû prendre la fuite devant les habitans des quatre paroisses de Murago, Manesseno, Casanova et Sant'Olceste, qui fondaient sur elle avec des couteaux, des bâtons, des pistolets et des carabines.

« La colline de Murta est en pleine insurrection. L'état de Brasile, San-Biaggio, Levellato, Morego, Manesseno, Cremeno Comago, Casanova, Murta, Sant'Olceste, etc., est tel, qu'il doit inévitablement amener l'anarchie et la guerre civile. »

« Le Piémont est dans une si complète anarchie qu'il est impossible de dire au juste à quelle impulsion obéit l'opinion publique chaque jour plus violemment excitée. Ce ne sont plus seulement les partis qui se déchirent et se renvoient la responsabilité des malheurs du pays, les ministres eux-mêmes se sont jetés dans la lutte, ôtant ainsi au pouvoir le prestige qui lui est si nécessaire dans les crises comme celle que traverse l'Italie.

« Il y a à Turin un Cercle politique qui est le rendez-vous de tous les ministres tombés, de tous les hommes d'Etat en herbe, de tous les apprentis orateurs, de tous les aspirans ministres. C'est une espèce de contre-gouvernement d'où sort habituellement une opposition systématique contre le gouvernement officiel. Dans un moment où l'agitation extérieure tient tant de place dans la vie de l'Italie, les séances de ce gouvernement au petit pied ont une influence avec laquelle il faut compter, même quand les meneurs influens de la réunion ne sont pas les hommes les plus considérés du pays. Mais aujourd'hui c'est autant les hommes qui le composent que les questions qui s'y agitent qui donnent au cercle Politique une importance extraordinaire.

« C'est là naturellement que sont allés se réfugier les ministres démissionnaires, et c'est de là qu'ils continuent à jeter à l'Italie frémissante leurs protestations contre tout ce qui s'est fait et tout ce qui se fait encore autour de Charles Albert. Dans la dernière réunion, c'est l'abbé Gioberti qui a pris la parole et dressé contre le ministère une espèce d'acte, non précisément d'accusation, mais de suspicion. On sait, sans que nous ayons besoin de le rappeler, quel rôle a joué depuis quelque temps M. Gioberti, et l'influence qu'il a exercée, d'abord sur le journalisme, ensuite sur l'esprit de Charles-Albert, et en dernier lieu sur les affaires, en qualité de ministre.

« Il a été le plus rude adversaire des Jésuites et de l'influence autrichienne, et quand ces deux puissances menacées ont eu à se défendre, les armes à la main dans les plaines de la Lombardie, l'abbé Gioberti a parcouru l'Italie, excitant par la parole les populations contre les deux ennemis qu'il avait poursuivis de sa dialectique populaire. Du quartier-général de Charles-Albert où il avait pris le mot d'ordre, il est allé à Rome où le peuple l'a comblé d'ovations et le Pape de bienveillance.

« Il était le partisan le plus actif et le plus influent de la fameuse réunion immédiate du royaume lombardo-vénitien au Piémont, et il avait seul été capable, par sa polémique et sa grande popularité, de tenir en échec le parti républicain, opposé à la fusion. L'issue de la guerre a naturellement porté un rude coup à son influence jusqu'ici irrésistible, et si cette influence n'a pas disparu complètement avec les illusions qu'il avait si fort contribué à répandre, c'est que M. Gioberti n'a pas hésité à joindre sa voix encore puissante à la voix du peuple qui crie à la trahison.

« Et ce n'est pas seulement contre l'entourage du roi et la *camarilla austro-jésuite* qu'il a poussé l'alarme, le nouveau ministère lui-même a été enveloppé dans la malédiction. Dans la dernière séance du Cercle politique, l'abbé Gioberti l'a formellement accusé d'avoir deux programmes, *l'un secret, l'autre officiel*. Les journaux se sont emparés de son discours, dont l'effet a été tel que le ministère a cru devoir protester, dans la *Gazette piémontaise* du 25 contre l'accusation de duplicité dont il avait été l'objet.

« Cette protestation n'a guère fait que donner plus de vivacité à la polémique et rendre plus difficile le retour de l'union. »

La *Gazette Piémontaise* du 26 publie un décret qui bannit à perpétuité du territoire sarde la Société de Jésus, et qui confisque les propriétés de la communauté au profit des établissemens d'instruction publique. Les communautés de religieuses appelées du Sacré-Cœur sont également bannies de tout le royaume, excepté de la Savoie, où elles sont provisoirement maintenues.

Les journaux qui voient approcher le terme de l'armistice sans qu'aucun résultat ait été obtenu, font un appel désespéré au patriotisme italien et à la sympathie de la guerre. L'*Epoca* de Rome, après avoir commenté un article de la *Presse* sur l'impossibilité, ou du moins l'improbabilité de l'intervention armée, s'écrie que l'Italie ne doit plus compter que sur elle-même. Son article finit par ces mots : *Armez-vous! Guerre et ligue.*

La même feuille du 25 août, publie l'ordre du jour suivant :

« Officiers et soldats,

« Appelé par la volonté du roi, je prends la tâche épineuse des fonctions de ministre de la guerre, et j'espère que toute l'armée me secondera volontiers dans l'œuvre de traverser, par les plus grands efforts, les circonstances difficiles dans lesquelles se trouve notre pays.

« Je n'ignore pas que les infortunes récentes et inattendues ont semé quelque méfiance dans vos cœurs et troublé la discipline. Mon premier devoir est celui de remédier promptement et énergiquement à ces maux.

« Je ne tiendrai nullement compte des accusations vagues et anonymes et je protégerai l'honneur de l'armée contre la calomnie; mais, pour que cet honneur reste sans tache aux yeux de la nation, je procéderai à l'examen de tous les faits qui me seront loyalement rapportés.

« Je prendrai les précautions nécessaires pour rétablir rigoureusement la discipline; les chefs y concourront non seulement par leur bon exemple mais encore par leurs soins affectueux pour le soldat : puisque pour la maintenir, l'union n'est pas moins nécessaire que la sévérité.

« Je mettrai tous mes soins les plus empressés à reconnaître la valeur chez qui elle se trouve; et, avec la même diligence, je veillerai tant pour réprimer que pour récompenser.

« Officiers et soldats, mettez de côté les vaines querelles; qu'une seule idée guide vos esprits : l'honneur de l'étendard italien que le roi confia à votre valeur. Reprenez cette forte attitude qui, sur les rivages du Mincio et de l'Adige, vous rendit terribles à l'ennemi, et vous fit admirer de l'Italie et de l'Europe. Faites que, si votre courage vous a